



22 Mai 2008

Nouvelle étape réussie dans la construction d'un processus d'actions qu'il nous faut plus que jamais poursuivre, amplifier et généraliser !

Avec plus de 700 000 personnes dans les 153 manifestations interprofessionnelles organisées sur l'ensemble du territoire, la mobilisation du 22 mai 2008 constitue une nouvelle étape réussie dans la mobilisation des salariés du public comme du privé, des retraités, des privés d'emploi, des étudiants et des lycéens pour imposer la prise en compte de leurs revendications.

Aux Finances, des milliers d'agents ont, une fois de plus, contribué à la réussite de cette action, par la grève et leur participation aux manifestations.

Depuis plusieurs mois maintenant, les personnels des Finances, porteurs de propositions et de revendications, se mobilisent notamment pour :

- **Le développement d'un service public et d'intérêt général, de pleine compétence et de proximité, au service de la satisfaction des besoins sociaux, du plein emploi solidaire et du développement durable.**
- **La définition de plans pluriannuels de recrutement et de requalification des emplois.**
- **La revalorisation significative des traitements, salaires et des régimes indemnitaires.**
- **Le maintien et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives.**
- **Le financement et le développement des systèmes de protection sociale obligatoires et complémentaires.**

En refusant de répondre à nos revendications Finances, Fonction Publique, Interprofessionnelles, ceux qui nous gouvernent, toujours sous l'aiguillon du patronat, s'installent dans une logique de confrontation.

Conscients de l'importance des mobilisations, du développement de la conflictualité sociale sur tous les fronts, ceux qui nous gouvernent tentent plus que jamais de diviser le monde du travail à l'image du projet présidentiel visant à limiter l'exercice du droit de grève dans l'éducation nationale.

Ils n'hésitent pas non plus à recourir à des manœuvres d'intimidation.

C'est manifestement le cas aux Finances !

Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, à la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF), la Direction Générale vient d'adresser une note à l'attention des directeurs régionaux leur demandant de sanctionner les agents pour faute professionnelle dès lors que ces derniers installeraient des banderoles sur leur lieux de travail ou encore refuseraient de remplir certaines données statistiques...

Plutôt que d'ouvrir un processus de négociations sur les revendications des personnels, cette Direction Générale semble plus préoccupée par sa volonté de sanctionner les personnels, de les intimider et de casser les processus d'actions en cours.

Une telle manœuvre ne saurait nous intimider ! Plus que jamais, la Fédération des Finances CGT appelle les personnels à poursuivre, amplifier et généraliser l'action, sous toutes ses formes.

C'est pourquoi, la Fédération des Finances CGT :

- **Réitère son appel aux personnels de Bercy et des institutions économiques et financières du secteur semi-public pour qu'ils se réunissent, avec leurs organisations syndicales, en assemblées générales, afin de débattre de la situation, des modalités de poursuite de l'action, sous toutes ses formes, y compris en posant et en faisant voter le principe de la grève reconductible, partout où c'est possible.**
- **Se prononce pour un nouveau temps fort de mobilisation de toute la Fonction Publique, sous la forme de la grève et de manifestations, afin de faire échec aux objectifs poursuivis par le gouvernement à travers la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), la révision Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO) et pour obtenir le retrait du projet de loi dit sur « les mobilités et les parcours professionnels ».**
- **Se prononce également pour l'organisation d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle des salariés du public comme du privé, des retraités, des privés d'emploi pour une autre réforme des régimes de retraite.**

D'ores et déjà, la Fédération des Finances apporte son soutien, plein et entier, aux personnels qui sont dans des actions de grève reconductible.

Montreuil, le 23 mai 2008.